Conto Corrente con la Posta

GAZZETTA UFFICIALE

PARTE PRIMA

DEL REGNO D'ITALIA

Anno 68° — Roma - Lunedì, 31 ottobre 1927 - Anno VI — Numero 252

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA E DEGLI AFFARI DI CULTO — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI

SOMMARIO

CASA REALE.

LEGGI E DECRETI

Numero di pubblicazione

PRESENTAZIONE DI DECRETI-LEGGE AL PARLAMENTO

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CASA REALE

AVVISO DI CORTE.

L'ufficio del Prefetto di Palazzo, Gran Mastro delle cerimonie di Corte, comunica che Sua Maestà il Re ha ordinato un lutto di Corte di giorni 21 a datare dal 30 ottobre per il decesso di Sua cognata S. A. R. la Principessa Vera del Montenegro.

La Maestà Sua ha ordinato altresì che detto lutto venga sospeso per le cerimonie che avranno luogo in occasione del matrimonio di S. A. R. il Duca delle Puglie.

LEGGI E DECRETI

Numero di pubblicazione **2245.**

REGIO DECRETO-LEGGE 23 ottobre 1927, n. **1961.**

Esecuzione del Protocollo 24 settembre 1927, concernente alcune questioni relative all'interpretazione ed all'applicazione del Trattato di commercio italo-svizzero del 27 gennaio 1923.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visti gli articoli 5 e 10 dello Statuto fondamentale del Regno;

Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Ritenuta la necessità urgente ed assoluta di approvare il Protocollo firmato in Roma il 24 settembre 1927, concernente alcune questioni relative all'interpretazione e all'applicazione del Trattato di commercio italo-svizzero del 27 gennaio 1923;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato e Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto coi Ministri per le finanze e per l'economia nazionale;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo firmato in Roma, fra i delegati italiani ed i delegati svizzeri, il 24 settembre 1927, concernente alcune questioni relative all'interpretazione ed all'applicazione del Trattato di commercio italo-svizzero del 27 gennaio 1923, nonchè allo scambio di note, effettuato in Roma il 10 ottobre 1927, circa le parti staccate di macchine.

Art. 2.

Il presente decreto, che sarà presentato al Parlamento per la sua conversione in legge, entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

Il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a San Rossore, addì 23 ottobre 1927 - Anno V

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — VOLPI — BELLUZZO.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 29 *ottobre* 1927 - *Anno VI*
Atti del Governo, registro 265, *foglio* 178. — SIROVICH.

Conférence entre des Délégués Italiens et Suisses à Rome du 21 février au 7 mars 1927.

Protocole.

Les Délégués Italiens:

M. le Chev. de Gr. Cr. Dr. A. DI NOLA, Directeur général du Commerce et de la Politique économique,

M. le Gr. Off. G. PACI, Directeur du Bureau technique central des douanes,

et les Délégués Suisses:

M. W. STUCKI, Directeur de la Division du Commerce du Département fédéral de l'Economie publique,

M. A. GASSMANN, Directeur général des douanes,

se sont réunis en conférence à Rome, d'ordre de leurs Gouvernements, pour examiner certaines questions relatives à l'application du Traité de commerce entre l'Italie et la Suisse du 27 janvier 1923 et d'autres questions concernant les relations commerciales entre les deux Pays.

Les Délégués s'étant mis d'accord au cours de la Conférence sur la solution à donner à certaines des susdites questions, sont convenus de porter au présent Protocole les décisions adoptées et se sont engagés à soumettre à leur Gouvernement respectif ces décisions, soit:

1. — QUESTIONS DOUANIERES.

A. TRAITEMENT DOUANIER DES MARCHANDISES SUISSES EN ITALIE.

1. — *Moteurs pour voitures automobiles.*

Il est entendu que les droits fixés sous la position ex 396 *a*) 2) de la liste *A* annexée au traité de commerce italo-suisse du 27 janvier 1923 ne visent pas les moteurs pour voitures automobiles.

2. — *Parties détachées de machines et moteurs électriques.*

Il est convenu que, dans le cas où un rotor ou un stator ou bien une plaque de fondation de machine électrique, seraient présentés à l'importation de Suisse en Italie, pour remplacer respectivement un rotor, un stator ou une plaque de fondation déjà introduits et mis en œuvre en Italie et détériorés ou devenus inutilisables, lesdits objets importés pour la substitution seront taxés comme *parties détachées de machines non dénommées* et admis aux droits conventionnels du no. 466 du tarif italien.

3. — *Parties détachées de machines non dénommées.*

Seront classifiées sous la position 466 *a*) du tarif italien (parties détachées de machines non dénommées, *en fonte de*

fer, même avec des accessoires en autres métaux) et admises aux droits conventionnels prévus sous la dite position, les parties détachées de machines dans lesquelles les métaux autres que la fonte représentent un pourcentage en poids qui né dépasse pas:

— le 25 pour cent, s'il s'agit de fonte malléable, de fer ou d'acier commun, et d'acier spécial;

— le 5 pour cent, s'il s'agit d'autres métaux.

Il est entendu que devront être considérées comme composées d'*autres métaux* et classifiées sous la position 466 *b*) du tarif italien, les parties détachées dans lesquelles les métaux susdits dépassent soit, séparément, les pourcentages susindiqués, soit, en total, le 25 pour cent. En tout cas, s'il s'agit d'une partie de machine dont la surface est principalement composée d'un métal autre que la fonte, cette partie sera dédouanée sous la position 466 *b*) (parties détachées en autres métaux), quel que soit le pourcentage dudit métal en rapport au poids total de l'objet.

4. — *Moulins concasseurs.*

Les moulins concasseurs, même avec bâtis en bois, dont les types sont représentés par les dessins annexés au présent Protocole, seront admis au droit de 45 lires or par quintal sous la position 460 du tarif italien (« Machines non dénommées, en fonte de fer, en fer ou en acier ou autres »).

5. — *Nettoyeuses et brosses à blé.*

Les machines à nettoyer, brosser ou décortiquer les céréales, et les machines réunissant plusieurs de ces fonctions seront admises au droit conventionnel fixé dans le traité de commerce italo-suisse, sous le no. ex 408 *a*) du tarif italien.

6. — *Poêles réflecteurs à électricité.*

Les poêles-réflecteurs (radiateurs) à électricité autres que ceux qui rentrent sous la position 443 *b*) 2) du tarif italien, seront classés comme « ouvrages suivant la matière dont ils sont formés ». Par conséquent, s'ils sont formés en cuivre et ses alliages même nickelés, ils seront admis au droit conventionnel du no. 369 *c*) du tarif italien.

Les poêles radiateurs et réflecteurs à électricité, en fer, acier ou fonte de fer combinée avec du fer ou de l'acier, même noircis, vernis, émaillés ou nickelés ou combinés avec d'autres matières, bénéficient des droits conventionnels du no. 443 *b*) 2) du tarif italien (Annexe *A* au traité de commerce entre l'Italie et la Suisse de 1923), pourvu que le fer, l'acier et la fonte de fer, seuls ou pris ensemble, dominent en poids.

7. — *Parties détachées d'appareils électriques.*

Il est entendu que les parties détachées des appareils électriques, repris sous les numéros 1 à 5 de la position 457 de l'annexe *A* au traité italo-suisse, doivent être admises aux droits conventionnels prévus sous numéro 6 de ladite position en faveur des « appareils non dénommés pour l'application de l'électricité, autres ».

8. — *Régulateurs d'induction.*

Les régulateurs inductifs de courants électriques (régulateurs d'induction) seront admis aux droits conventionnels du no. 457-1) ou 2), suivant qu'ils n'ont pas ou ont des enroulements en fils isolés.

9. — *Interrupteurs et commutateurs avec boîtes de protection.*

Les interrupteurs et commutateurs avec boîtes de protection (coffrets ou boîtes de manœuvre), avec ou sans porte-fusibles, pour moteurs électriques et autres circuits électriques, seront admis aux droits conventionnels de la position 457, sous le numéro 1 s'ils n'ont pas d'enroulements de fils isolés, et sous le numéro 2 s'ils ont lesdits enroulements.

10. — *Encolleuses et pareuses-encolleuses.*

La Délégation Italienne s'engage à faire admettre intégralement les machines pour la préparation du tissage, dénommées encolleuses et pareuses-encolleuses, à tambour ou à air chaud, composées de plusieurs parties et destinées exclusivement à encoller les chaînes ourdies, au droit conventionnel fixé pour les machines pour le tissage, sous la position 415 du tarif italien, à condition qu'on puisse établir, moyennant des vérifications sur place, que lesdites machines peuvent se distinguer des machines servant à d'autres buts.

11. — *Compteurs à eau pour chaudières, etc.*

La Délégation Italienne s'engage à soumettre à son Gouvernement la question du traitement douanier des compteurs à eau de gros poids, c'est-à-dire des compteurs pour sources, pour la distribution dans les villes, etc., afin qu'il puisse examiner la possibilité d'adopter une disposition autonome, en vue de diminuer la mesure des droits actuellement applicables.

12. — *Réducteurs de vitesse.*

Les réducteurs de vitesse (y compris les réducteurs à vis sans fin) suivront le régime conventionnel des parties détachées de machines non dénommées (position 466 du tarif italien).

13. — *Boîtes d'extrémité de câbles, en fonte de fer.*

Les boîtes d'extrémité de câbles, en fonte de fer, seront soumises au régime des ouvrages suivant la matière dont elles sont formées.

14. — *Bobines de réactance.*

Les bobines de réactance (bobines de protection contre les surtensions) suivront le régime conventionnel applicable aux « appareils non dénommés pour l'application de l'électricité », position 457 de l'annexe *A* au traité italo-suisse, numéro 1 ou 2 suivant qu'elles n'ont pas ou ont des enroulements en fils isolés.

15. — *Parties mécaniques d'interrupteurs électriques.*

La Délégation Italienne assure que des instructions seront données aux douanes italiennes en vue de faire admettre au régime conventionnel des parties détachées de machines non dénommées, les objets représentés par les dessins communiqués par la Délégation Suisse, ainsi que les objets similaires servant au même but.

16. — *Fraises en fonte d'acier, brutes.*

La Délégation Italienne soumettra la question à son Gouvernement, en vue de faire examiner la possibilité d'un traitement plus favorable que celui qui est actuellement applicable.

17. — *Relais.*

Les relais pour l'électricité seront dédouanés sous la position 457 du tarif italien et admis aux droits conventionnels prévus pour cette position dans le traité italo-suisse.

A titre d'exemple, le Gouvernement suisse fournira des dessins pour les faire envoyer aux douanes italiennes, en vue de prévenir toutes difficultés lors du dédouanement.

18. — *Objets façonnés en métal.*

— *Lames d'acier dentées pour préparateurs de cardes.*

Les lames d'acier dentées, pour cylindres préparateurs de cardes seront dédouanées comme « ouvrages suivant la matière dont elles sont formées ».

— *Ecrous en laiton.*

La Délégation Italienne assure que des instructions seront données aux douanes afin que les écrous en laiton, dont le type est représenté par les échantillons joints au présent Protocole, soient admis au droit conventionnel de la position 361.

— *Les pièces façonnées en laiton* du type de l'échantillon remis à la Délégation Italienne par la Délégation Suisse seront admises au droit conventionnel du no. 457 du tarif italien.

Les deux Délégations constatent que la question du dédouanement des *pièces d'acier,* dont les échantillons ont été remis à la Délégation Italienne, a été réglée dans le sens désiré par la Délégation Suisse.

19. — *Pompes à purin.*

La Délégation Italienne assure que des instructions seront données aux douanes italiennes en vue de faire admettre les pompes à purin du type « Luna », dont les dessins sont joints au présent Protocole, aux droits conventionnels de la position ex 341 ex *a*) et *b*) de l'annexe *A* au traité italo-suisse.

20. — *Importation temporaire d'engins et d'outils* (*matériel d'entrepreneur*).

La Délégation Italienne assure que l'Administration compétente admettra les engins et les outils d'entrepreneur au bénéfice de l'importation temporaire, sous condition de réciprocité de la part de la Suisse.

21. — *Importation temporaire de parties de machines envoyées à l'essai.*

Il est entendu que les parties de machines expédiées de l'un des deux Pays dans l'autre à l'essai seront admises à l'importation temporaire, même s'il s'agit d'essais sur des machines se trouvant déjà dans le pays d'importation.

B. Traitement douanier des marchandises italiennes en Suisse.

1. — *Voitures automobiles, y compris les électromobiles.*

On convient que la Suisse pourra modifier, comme il suit, les droits conventionnels fixés dans l'annexe *C* au traité de commerce italo-suisse, pour les positions 914 *c*) (Voitures pour le transport des personnes, avec carrosserie, pesant par pièce moins de 2200 kg.) et 914 *d*) (autres):

Voitures entièrement ou partiellement carrossées, ainsi que les châssis non dénommés aux nos. 914 *a-b*), pesant par pièce:

Droits d'entrée par quintal:

alfa) moins de 800 kg.	110
beta) de 800 à 1200 kg.	130
gamma) plus de 1200 à 1600 kg.	150
delta) plus de 1600 kg.	170

2. — *Hors-d'œuvre similaires à celui dénommé « Mercurio ».*

La Délégation Suisse assure que les hors-d'œuvre composés de sardines et de thon, additionnés de légumes et d'olives à l'huile, en boîtes hermétiquement fermées, seront admis au droit de 20 frs. les 100 kg., d'après la position 89 du tarif suisse, c'est-à-dire soumis au même traitement douanier que celui fixé pour le hors-d'œuvre « Mercurio » par le Protocole du 28 novembre 1925.

3. — « *Estratto Bovis* ».

Le succédané d'extrait de viande dénommé « Estratto Bovis », dont la composition précise a été communiquée par les douanes italiennes aux douanes suisses, sera admis au droit prévu par la position 100 *a*) du tarif suisse.

C. Droits à la sortie d'Italie.

En dérogation aux engagements prévus à l'annexe *B* au traité de commerce italo-suisse, il est convenu que le Gouvernement italien aura la faculté d'augmenter les droits de sortie actuellement établis par son tarif général et d'en imposer de nouveaux, si les nécessités économiques du Pays l'exigent.

Toutefois, les engagements prévus à l'annexe *B* du traité continueront à rester en vigueur pour les marchandises suivantes:

Os
Soufre en morceaux, blocs, poudres, etc.
Sulfate de cuivre
Cuirs et peaux bruts
Riz (dans sa balle ou séparé de celle-ci)
Minerais, métaux non ouvrés, ferraille et autres vieux métaux, débris et autres déchets de métaux
Chiffons.

2. — AUTRES QUESTIONS.

Taxe d'échange sur les montres importées par les voyageurs suisses de commerce et delivrées directement aux commerçants en Italie.

La Délégation Italienne déclare que l'Administration des Finances, pour faire droit à la demande du Gouvernement suisse, relative aux montres importées par les voyageurs suisses de commerce et pour lesquelles le montant de la taxe d'échange a été déposé à la douane au moment du passage à la frontière, est disposée à admettre que la vente effectuée par lesdits voyageurs à des commerçants en Italie ne sera pas frappée d'une nouvelle taxe d'échange.

Il reste entendu que, pour les montres non réexportées, le dépôt fait à la douane sera encaissé définitivement à l'expiration du délai fixé pour la réexportation. Les voyageurs de commerce sont tenus d'indiquer sur la facture le numéro et la date du document certifiant ledit dépôt.

Ainsi dressé en deux exemplaires originaux à Rome, le 24 septembre 1927.

A. Di Nola — Stucki
G. Paci — A. Gassmann

LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES D'ITALIE AU MINISTRE DE SUISSE A ROME

Rome, le 10 octobre 1927 - V.

Monsieur le Ministre,

Par le Protocole signé à Rome le 24 septembre 1927 concernant certaines questions relatives à l'interprétation et à l'application du traité de commerce italo-suisse du 27 janvier 1923, il a été convenu que seront classifiées sous la position 466 *a*) du tarif italien et admises aux droits conven

tionnels prévus sous ladite position les parties détachées de machines dans lesquelles les métaux autres que la fonte représentent un pourcentage en poids qui ne dépasse pas:

— le 25 %, s'il s'agit de fonte malléable, de fer ou d'acier commun, et d'acier spécial;

— le 5 %, s'il s'agit d'autres métaux.

Il a été convenu, en outre, que devront être considérées comme composées d'autres métaux et classifiées sous la position 466 *b*) du tarif italien, les parties détachées dans lesquelles les métaux susdits dépassent soit, séparément, les pourcentages susindiqués, soit, en total, le 25 %.

Au cours des négociations qui ont eu lieu pour la conclusion dudit Protocole la Délégation italienne avait proposé des pourcentages plus bas, c'est-à-dire:

— le 20 % pour la fonte malléable, le fer ou l'acier commun, et l'acier spécial;

— le 5 % pour les autres métaux;

— le 22 % pour le total des métaux autres que la fonte.

En effet, ladite Délégation avait dû considérer qu'étant donné la très grande variété des parties de machines qui peuvent rentrer dans la position 466, il était bien difficile de se rendre compte de la valeur précise de la concession et des conséquences pratiques qu'elle aurait pu entraîner.

Toutefois, pour adhérer au désir exprimé par la Délégation suisse, elle a accepté la fixation, dans le Protocole, des pourcentages demandés par celle-ci, mais cela à la condition que, dans le cas où le Gouvernement italien — sans opposition de la part du Gouvernement suisse — constaterait que le nouveau régime des parties détachées de machines non dénommées est de nature à préjudicier sensiblement les intérêts de l'industrie italienne, la stipulation susdite sera modifiée dans le sens qu'aux pourcentages fixés dans le Protocole seront substitués les suivants: 20 %, 5 % et 22 %.

La Délégation suisse a accepté la condition ci-dessus.

C'est pour cela que, en vous confirmant l'approbation donnée par le Gouvernement Royal d'Italie au Protocole signé le 24 septembre 1927, je vous prie de bien vouloir m'assurer que le Gouvernement suisse a pris acte de l'entente intervenue entre les deux Délégations pour le traitement douanier des parties détachées de machines non dénommées, et qu'il est d'accord à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

MUSSOLINI.

A Son Excellence
GEORGES WAGNIÈRE
Ministre de Suisse à
ROME

LE MINISTRE DE SUISSE A ROME AU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES D'ITALIE

Rome, le 10 octobre 1927.

Monsieur le Premier Ministre,

Par une note en date d'aujourd'hui, Votre Excellence a bien voulu me faire au nom de Son Gouvernement la communication suivante:

« Par le Protocole signé à Rome le 24 septembre 1927, concernant certaines questions relatives à l'interprétation et à l'application du Traité de commerce italo-suisse du 27 janvier 1923, il a été convenu que seront classifiées sous la position 466 *a*) du tarif italien et admises aux droits conventionnels prévus sous ladite position, les parties détachées de machines dans lesquelles les métaux autres que la fonte représentent un pourcentage en poids qui ne dépasse pas:

le 25 %, s'il s'agit de fonte malléable, de fer ou d'acier commun, et d'acier spécial;

le 5 %, s'il s'agit d'autres métaux.

« Il a été convenu, en outre, que devront être considérées comme composées d'autres métaux et classifiées sous la position 466 *b*) du tarif italien, les parties détachées dans lesquelles les métaux susdits dépassent soit, séparément, les pourcentages susindiqués, soit, en total, le 25 %.

« Au cours des négociations qui ont eu lieu pour la conclusion dudit Protocole la Délégation italienne avait proposé des pourcentages plus bas, c'est-à dire:

le 20 % pour la fonte malléable, le fer ou l'acier commun, et l'acier spécial;

le 5 % pour les autres métaux;

le 22 % pour le total des métaux autres que la fonte.

« En effet, ladite Délégation avait dû considérer qu'étant donné la très grande variété des parties de machines qui peuvent rentrer dans la position 466, il était bien difficile de se rendre compte de la valeur précise de la concession et des conséquences pratiques qu'elle aurait pu entraîner.

« Toutefois, pour adhérer au désir exprimé par la Délégation suisse, elle a accepté la fixation, dans le Protocole, des pourcentages demandés par celle-ci, mais cela à la condition que, dans le cas où le Gouvernement Italien — sans opposition de la part du Gouvernement suisse — constaterait que le nouveau régime des parties détachées de machines non dénommées est de nature à préjudicier sensiblement les intérêts de l'industrie italienne, la stipulation susdite sera modifiée dans le sens qu'aux pourcentages fixés dans le Protocole seront substitués les suivants: 20 %, 5 % et 22 %.

« La Délégation suisse a accepté la condition ci-dessus.

« C'est pour cela que, en vous confirmant l'approbation donnée par le Gouvernement Royal d'Italie au Protocole signé le 24 septembre 1927, je vous prie de bien vouloir m'assurer que le Gouvernement suisse a pris acte de l'entente intervenue entre les deux Délégations pour le traitement douanier des parties détachées de machines non dénommées, et qu'il est d'accord à ce sujet ».

En Vous accusant réception de cette communication, j'ai l'honneur d'assurer Votre Excellence que le Gouvernement suisse a pris acte de l'entente intervenue entre les Délégués suisses et italiens pour le traitement douanier des parties de machines non dénommées, et notamment de la condition à laquelle la fixation des pourcentages des métaux autres que la fonte a été subordonnée, et qu'il est complètement d'accord à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

WAGNIÈRE.

A Son Excellence
Monsieur MUSSOLINI
Premier Ministre
et Ministre des Affaires Etrangères, etc. à
ROME

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:
p. *Il Ministro per gli affari esteri:*
GRANDI.

Numero di pubblicazione 2246.

REGIO DECRETO 19 agosto 1927, n. **1768.**

Approvazione dello statuto del Consorzio costituito fra le provincie di Cremona e di Milano per la costruzione e l'esercizio della tramvia Milano-Paullo-Pandino-Crema.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Vista la domanda in data aprile 1926 con la quale l'avvocato gr. uff. Sileno Fabbri, nella sua qualità di presidente del Consorzio costituitosi fra le provincie di Cremona e di Milano per la concessione della tramvia Milano-Paullo-Pandino-Crema, ha chiesto il riconoscimento del Consorzio stesso ai sensi dell'art. 12 del testo unico di legge approvato con R. decreto 9 maggio 1912, n. 1447;

Viste le deliberazioni 14 e 28 dicembre 1925 con le quali i Consigli provinciali di Cremona e di Milano hanno approvato la costituzione del detto Consorzio nominando i propri rappresentanti in seno al medesimo;

Visto il verbale 7 febbraio 1926 della seduta costitutiva del Consorzio nella quale è stato approvato lo schema di statuto che dovrà regolarne l'attività;

Visto il verbale dell'assemblea consortile del 6 ottobre 1926 dal quale risultano approvate alcune modificazioni allo schema di statuto di cui è sopra parola;

Viste le deliberazioni 4 marzo 1927 della Deputazione provinciale di Cremona e 16 ottobre 1926 del Consiglio provinciale di Milano con le quali sono state approvate le modificazioni di cui sopra;

Visto il testo unico delle disposizioni di legge per le ferrovie concesse all'industria privata, le tramvie a trazione meccanica e gli automobili;

Sentito il Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le comunicazioni, di concerto con il Ministro per l'interno;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

E' approvato lo statuto del Consorzio costituito fra le provincie di Cremona e di Milano per la costruzione e l'esercizio della tramvia Milano-Paullo-Pandino-Crema, nei termini dello schema approvato dall'assemblea consortile nella adunanza del 7 febbraio 1926, e tenuto conto delle successive modificazioni approvate dall'assemblea stessa nella adunanza del 6 ottobre 1926.

Art. 2.

Con l'approvazione del detto statuto s'intende impregiudicata ogni determinazione del Governo circa la concessione della costruzione e dell'esercizio della tramvia.

Art. 3.

E' riservata ad altro provvedimento, da promuoversi dal Ministero dell'interno, l'approvazione delle deliberazioni con cui le provincie di Milano e di Cremona ed i Comuni rispettivamente dipendenti determineranno i contributi di cui all'art. 4 dello statuto consorziale.

Art. 4.

Un esemplare del predetto statuto viene vistato, d'ordine Nostro, dal Ministro Segretario di Stato per le comunicazioni e costituisce parte integrante del presente decreto.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a S. Anna di Valdieri, addì 19 agosto 1927 - Anno V

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — CIANO.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.

Registrato alla Corte dei conti, addì 29 settembre 1927 Anno V
Atti del Governo, registro 264, foglio 208. — SIROVICH.

Statuto del Consorzio fra le provincie di Milano e Cremona per la tramvia Milano-Paullo-Pandino-Crema.

Art. 1.

In virtù delle delibere 28 dicembre 1925 del Consiglio provinciale di Milano, 28 dicembre 1925 del Consiglio provinciale di Cremona, e ai sensi dell'art. 252 del testo unico 9 maggio 1912, n. 1447, e dell'art. 2 del regolamento 17 giugno 1900, n. 306, si è costituito un Consorzio tra le provincie di Milano e di Cremona per la concessione del suolo stradale occorrente all'impianto della tramvia Milano-Paullo-Pandino-Crema e per la concessione della costruzione ed esercizio della linea stessa.

Sono riservate alle Provincie consorziate le facoltà di cui alla legge 29 marzo 1903, n. 103, e al R. decreto-legge 30 dicembre 1913, n. 3047.

Art. 2.

Il Consorzio così costituito s'intitola: « Consorzio per la tramvia elettrica Milano-Paullo-Pandoni-Crema ». Esso sarà duraturo sino alla scadenza originaria della concessione governativa o sino alla scadenza prorogata od anticipata di essa. La sua sede è stabilita presso la Deputazione provinciale di Milano dei cui uffici potrà valersi per tutte le pratiche occorrenti.

Art. 3.

Scopo del Consorzio è di regolare la concessione dell'area stradale occorrente all'impianto della tramvia in base al progetto tecnico da approvarsi dall'assemblea del Consorzio; di chiedere al Regio Governo la concessione per l'impianto e l'esercizio per tale linea; di subconcedere eventualmente, previo assenso del Governo, la concessione a società od altri enti stabilendone le condizioni.

Art. 4.

Ciascun ente interverrà nel pagamento dei sussidi chilometrici globali che venissero deliberati a favore della linea in ragione di 4/7 per la provincia di Milano e 3/7 per la provincia di Cremona per eguali lunghezze di linea in entrambe le provincie ed in ragione di 7/7 a carico della provincia di Milano per il percorso in provincia di Milano eccedente le lunghezze in provincia di Cremona.

Gli eventuali utili saranno ripartiti in ragione della giusta metà per ciascuno degli enti consorziati.

Il numero dei rappresentanti per ciascun ente è così determinato:

provincia di Milano 4
provincia di Cremona 3

Art. 5.

I rappresentanti di cui all'articolo precedente scadranno dalla carica con lo scadere dell'Amministrazione che li ha eletti.

In caso d'impedimento, dimissione o morte del rappresentante, l'ente consorziale provvederà alla sua surroga con le stesse forme con le quali avvenne la prima elezione; il surrogato rimane in ufficio quanto avrebbe durato il suo predecessore.

Art. 6.

Sono organi del Consorzio:

a) l'assemblea generale dei rappresentanti che elegge nel proprio seno il presidente del Consorzio;

b) un Comitato eletto dall'assemblea dei rappresentanti nel proprio seno in modo che entrambe le provincie consorziate vi siano rappresentate;

c) il presidente.

Art. 7.

Il Comitato di cui alla lettera b) dell'articolo precedente è composto di tre membri di cui uno è il presidente del Consorzio, che è anche presidente del Comitato.

Art. 8.

L'assemblea si convoca in adunanza ordinaria una volta all'anno in primavera con invito personale ai rappresentanti degli enti interessati mediante lettera raccomandata per la posta, da spedirsi almeno 8 giorni prima di quello fissato per l'adunanza.

L'assemblea sarà convocata in via straordinaria tutte le volte che il presidente o due membri del Comitato, o tre membri dell'assemblea stessa, lo reputino necessario od utile nell'interesse del Consorzio, anche in via di urgenza con abbreviazione del termine per l'invito.

Art. 9.

L'assemblea sarà presieduta dal presidente. Essa sarà legale nella prima convocazione quando siano presenti almeno una metà più uno dei suoi componenti; nella seconda convocazione, che dovrà aver luogo almeno 5 giorni dopo di quello della prima, qualunque sia il numero degli intervenuti, purchè non inferiore a tre.

Le deliberazioni saranno prese a maggioranza assoluta di voti, e, quando non concernono le persone, a voti palesi.

Le deliberazioni stesse dovranno, ove occorra, essere sottoposte all'approvazione a sensi di legge.

Gli atti da stipularsi verranno registrati ed iscritti in repertorio proprio.

Art. 10.

Le attribuzioni dell'assemblea sono desunte dallo scopo per cui il Consorzio venne istituito e cioè:

a) concedere le aree stradali occorrenti all'impianto della tramvia;

b) approvare il progetto tecnico e finanziario per la costruzione e l'esercizio della linea in parola;

c) presentare direttamente domanda di concessione al Governo per l'impianto e l'esercizio della linea e domanda di sussidio allo stesso nel limite massimo consentito dalla legge;

d) approvare l'eventuale subconcessione della costruzione e dell'esercizio, i progetti e capitolati relativi e regolamenti di esercizio;

e) accordare sussidi di costruzione e di esercizio alla società eventuale subconcessionaria, nei limiti previsti dall'art. 4;

f) deliberare sul bilancio del Consorzio e sul riparto degli eventuali contributi di concessione attivi e passivi tra i diversi enti;

g) deliberare al termine della concessione od in qualsiasi tempo in cui tale concessione venisse revocata, o comunque decaduta, l'eventuale rilievo o riscatto delle linee e l'indennizzo da pagare alla società ed il reparto di esso;

h) nominare i membri del Comitato del Consorzio;

i) valersi delle facoltà riservate ed attribuite dalla precitata legge, testo unico, 9 maggio 1912, n. 1447, agli enti proprietari del suolo stradale;

l) deliberare sulle modificazioni del presente statuto e su quei provvedimenti proposti dal Comitato che abbiano per effetto di variare la base costitutiva del Consorzio, salvo sempre l'approvazione delle due Amministrazioni provinciali consorziate;

m) nominare il segretario, che potrebbe anche non essere membro del Consorzio, nel qual caso non avrà voto deliberativo.

Art. 11.

Il Comitato ha l'ordinaria amministrazione del Consorzio; esso, sotto riserva della ratifica dell'assemblea generale in quanto occorra, si convoca ordinariamente una volta all'anno, prima della convocazione dell'assemblea, ed in via straordinaria quando il presidente lo creda opportuno o su richiesta di uno dei suoi membri.

Esso:

a) cura l'esecuzione dei contratti approvati dall'assemblea e stipulati dal presidente;

b) vigila alla esatta osservanza dei contratti di concessione;

c) compila il bilancio preventivo e consuntivo di ciascun anno;

d) promuove e provoca dalle autorità politiche, amministrative e giudiziarie i provvedimenti che si rendessero necessari nell'interesse del Consorzio;

e) in genere cura la esecuzione dei deliberati dell'assemblea.

Art. 12.

Le deliberazioni del Comitato si prendono a maggioranza assoluta di voti.

Art. 13.

Il presidente:

a) rappresenta il Consorzio a tutti gli effetti civili ed amministrativi;

b) convoca le assemblee del Consorzio e le sedute del Comitato;

c) firma i contratti.

In caso di assenza o d'impedimento del presidente ne fa le veci il membro del Comitato più anziano di età.

Art. 14.

Salvo il disposto dell'art. 5, i membri del Comitato durano in carica due anni e sono rieleggibili.

Si applicano ad essi le stesse norme dell'art. 5 che riflettono la loro surroga.

Art. 15.

Le prestazioni dei rappresentanti, anche se membri del Comitato, sono gratuite, salvo rimborso delle spese borsuali ed il diritto al biglietto di libera percorrenza sulla linea.

Il segretario, quando non sia scelto fra i rappresentanti, potrà venire retribuito.

Art. 16.

Alle spese del Consorzio si provvederà dagli enti interessati in proporzione della quota di integrazione di cui all'art. 4.

Art. 17.

In quanto non sia col presente statuto diversamente disposto, si osservano nelle adunanze dell'assemblea generale e del Comitato le norme che sono prescritte dalla legge comunale e provinciale, dal testo unico 9 maggio 1912, n. 1447, sulle ferrovie e tramvie e dal R. decreto-legge 30 dicembre 1923, n. 2839.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per le comunicazioni:

CIANO.

Numero di pubblicazione 2247.

REGIO DECRETO 5 agosto 1927, n. 1713.

Determinazione dell'importo dei contributi del Ministero e degli enti locali per il mantenimento della Scuola di tirocinio di Rimini.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 25 settembre 1924, n. 2001, concernente il riordinamento della Regia scuola popolare di Rimini;

Visto il decreto Ministeriale 25 luglio 1925, registrato alla Corte dei conti il 31 luglio 1925, relativo ai contributi corrisposti dallo Stato e dagli enti alla suddetta Scuola industriale;

Viste le deliberazioni del comune di Rimini del 19 dicembre 1925, della provincia di Forlì del 30 marzo 1925, della Camera di commercio di Rimini del 30 novembre 1925 e della Cassa di risparmio di Rimini del 6 aprile 1926;

Sentita la Sezione III del Consiglio superiore per l'insegnamento agrario, industriale e commerciale;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'economia nazionale, di concerto con quello per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

I contributi di cui all'art. 3 del R. decreto 25 settembre 1924, n. 2001, a favore della Regia scuola di tirocinio di Rimini sono stabiliti come appresso:

il Ministero dell'economia nazionale .	L.	184,034
il comune di Rimini	»	44,813
la provincia di Forlì	»	37,000
la Camera di commercio di Rimini .	»	3,200
la Cassa di risparmio di Rimini . .	»	4,000

Art. 2.

All'aumento del contributo statale a favore della suddetta Scuola, quale risulta compreso nella somma complessiva di cui all'art. 1, sarà fatto fronte coi fondi assegnati al capitolo 56 del bilancio del Ministero dell'economia nazionale per l'esercizio finanziario 1927-28 ed ai corrispondenti capitoli degli esercizi successivi.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 5 agosto 1927 - Anno V

VITTORIO EMANUELE.

BELLUZZO — VOLPI.

Visto, *il Guardasigilli:* ROCCO.

Registrato alla Corte dei conti, addì 26 settembre 1927 - Anno V
Atti del Governo, registro 264, foglio 155. — SIROVICH.

Numero di pubblicazione 2248.

REGIO DECRETO 5 agosto 1927, n. 1714.

Modificazione dell'importo dei contributi del Ministero e degli enti locali per il mantenimento della Scuola di tirocinio « Casanova », in Napoli.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 1° maggio 1925, n. 703, concernente il riordinamento della Regia scuola industriale « Casanova » di Napoli;

Visto il decreto Ministeriale 23 luglio 1925, registrato alla Corte dei conti il 31 luglio 1925, relativo ai contributi corrisposti dallo Stato e dagli enti alla suddetta scuola industriale;

Viste le deliberazioni del comune di Napoli in data 22 agosto 1926, della Camera di commercio di Napoli del 24 agosto 1926;

Sentita la Sezione III del Consiglio superiore per l'insegnamento agrario, industriale, e commerciale;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'economia nazionale, di concerto con quello per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

I contributi di cui all'art. 3 del R. decreto 1° maggio 1925, n. 703, a favore della Regia scuola di tirocinio « Casanova » di Napoli, sono modificati come appresso:

il Ministero dell'economia nazionale .	L.	335,889
il comune di Napoli	»	93,574
la provincia di Napoli	»	38,992
la Camera di commercio di Napoli . .	»	9,312
l'Istituto Casanova	»	6,613

Art. 2.

All'aumento del contributo statale a favore della suddetta Scuola, quale risulta compreso nella somma complessiva di cui all'art. 1, sarà fatto fronte coi fondi assegnati al capitolo 56 del bilancio del Ministero dell'economia nazionale per l'esercizio finanziario 1927-28 ed ai corrispondenti capitoli degli esercizi successivi.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 5 agosto 1927 - Anno V

VITTORIO EMANUELE.

BELLUZZO — VOLPI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 26 settembre 1927 - Anno V
Atti del Governo, registro 264, foglio 156. — SIROVICH.

Numero di pubblicazione 2249.

REGIO DECRETO 5 agosto 1927, n. 1715.

Modificazione dell'importo dei contributi del Ministero e degli enti locali per il mantenimento del Laboratorio-scuola di Gemona.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 13 novembre 1924, n. 2347, concernente il riordinamento della Regia scuola professionale di Gemona;

Visto il decreto Ministeriale 25 luglio 1925, registrato alla Corte dei conti il 31 luglio 1925, relativo ai contributi corrisposti dallo Stato e dagli enti alla suddetta Scuola professionale;

Vista la deliberazione del comune di Gemona del 24 luglio 1926;

Sentita la Sezione III del Consiglio superiore per l'insegnamento agrario, industriale e commerciale;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'economia nazionale, di concerto con quello per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

I contributi di cui all'art. 3 del R. decreto 13 novembre 1924, n. 2347, a favore del Laboratorio-scuola di Gemona sono modificati come appresso:

il Ministero dell'economia nazionale	L.	102,054
il comune di Gemona	»	47,281
la provincia di Udine	»	5,139
la Camera di commercio di Udine	»	1,242

Art. 2.

All'aumento del contributo statale a favore della suddetta Scuola, quale risulta compreso nella somma complessiva di cui all'art. 1, sarà fatto fronte coi fondi assegnati al capitolo 56 del bilancio del Ministero dell'economia nazionale per l'esercizio finanziario 1927-28, ed ai corrispondenti capitoli degli esercizi successivi.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 5 agosto 1927 - Anno V.

VITTORIO EMANUELE.

BELLUZZO — VOLPI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 26 settembre 1927 - Anno V
Atti del Governo, registro 264, foglio 157. — SIROVICH.

Numero di pubblicazione 2250.

REGIO DECRETO 5 agosto 1927, n. 1716.

Modificazione dell'importo dei contributi del Ministero e degli enti locali per il mantenimento della Regia scuola di avviamento al lavoro con sezione femminile « Contessa Tornielli-Bellini », in Novara.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 30 ottobre 1924, n. 2329, concernente il riordinamento della Regia scuola popolare operaia « Contessa Tornielli-Bellini » in Novara;

Visto il decreto Ministeriale 25 luglio 1925, registrato alla Corte dei conti il 31 luglio 1925, relativo ai contributi corrisposti dallo Stato e dagli enti alla suddetta Scuola;

Viste le deliberazioni della provincia di Novara del 4 agosto 1926 e della Camera di commercio di Novara del 19 maggio 1926;

Sentita la Sezione III del Consiglio superiore per l'insegnamento agrario, industriale e commerciale;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'economia nazionale, di concerto con quello per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

I contributi di cui all'art. 3 del R. decreto 30 ottobre 1924, n. 2329, a favore della Regia scuola di avviamento al lavoro con sezione femminile « Contessa Tornielli-Bellini » di Novara, sono modificati come appresso:

il Ministero dell'economia nazionale	L.	183,192
il comune di Novara	»	63,652
la provincia di Novara	»	15,000
la Camera di commercio di Novara	»	9,800
Opera pia Civico istituto Bellini, in Novara	»	11,735

Art. 2.

All'aumento del contributo statale a favore della suddetta Scuola, quale risulta compreso nella somma complessiva di cui all'art. 1, sarà fatto fronte coi fondi assegnati al capitolo 56 del bilancio del Ministero dell'economia nazionale per l'esercizio finanziario 1927-28 ed ai corrispondenti capitoli degli esercizi successivi.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei

decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 5 agosto 1927 - Anno V

VITTORIO EMANUELE.

BELLUZZO — VOLPI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 26 settembre 1927 - Anno V
Atti del Governo, registro 264, foglio 158. — SIROVICH.

Numero di pubblicazione 2251.

REGIO DECRETO 5 agosto 1927, n. 1718.

Modificazione dell'importo dei contributi del Ministero e degli enti locali per il mantenimento del Regio istituto industriale « Alessandro Rossi », in Vicenza.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 23 ottobre 1924, n. 2248, concernente il riordinamento del Regio istituto industriale « A. Rossi » in Vicenza;

Visto il decreto Ministeriale 29 luglio 1925, registrato alla Corte dei conti il 4 agosto 1925, relativo ai contributi corrisposti dallo Stato e dagli enti alla suddetta Scuola industriale;

Viste le deliberazioni del comune di Vicenza del 21 giugno 1926, della provincia di Vicenza del 24 luglio 1926, della Camera di commercio di Vicenza del 28 maggio 1926;

Sentita la Sezione III del Consiglio superiore per l'insegnamento agrario, industriale e commerciale;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'economia nazionale, di concerto con quello per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

I contributi di cui all'art. 3 del R. decreto 23 ottobre 1924, n. 2248, a favore del Regio istituto industriale « Alessandro Rossi » di Vicenza, sono modificati come appresso:

il Ministero dell'economia nazionale . . L. 528,000
il comune di Vicenza . . . . » 78,237
la provincia di Vicenza . . . . » 120,593
la Camera di commercio di Vicenza . . » 9,649

Art. 2.

All'aumento del contributo statale a favore del suddetto Istituto, quale risulta compreso nella somma complessiva di cui all'art. 1, sarà fatto fronte coi fondi assegnati al capitolo 56 del bilancio del Ministero dell'economia nazionale per l'esercizio finanziario 1927-28 ed ai corrispondenti capitoli degli esercizi successivi.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 5 agosto 1927 - Anno V

VITTORIO EMANUELE.

BELLUZZO — VOLPI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 26 settembre 1927 - Anno V
Atti del Governo, registro 264, foglio 160. — SIROVICH.

Numero di pubblicazione 2252.

REGIO DECRETO 5 agosto 1927, n. 1717.

Modificazione dell'importo dei contributi del Ministero e degli enti locali per il mantenimento del Regio istituto industriale di Torino.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 19 giugno 1924, n. 1217, concernente il riordinamento del Regio istituto industriale di Torino;

Visto il decreto Ministeriale 22 ottobre 1925, registrato alla Corte dei conti il 31 dicembre 1925, relativo ai contributi corrisposti dallo Stato e dagli enti al suddetto Regio istituto industriale;

Sentita la Sezione III del Consiglio superiore per l'insegnamento agrario, industriale e commerciale;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'economia nazionale, di concerto con quello per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

I contributi di cui all'art. 3 del R. decreto 19 giugno 1924, n. 1217, a favore del Regio istituto industriale di Torino, sono modificati come appresso:

il Ministero dell'economia nazionale . L. 899,000
il comune di Torino . . . . » 433,480
la Camera di commercio di Torino . » 16,255

Art. 2.

All'aumento del contributo statale a favore del suddetto Istituto, quale risulta compreso nella somma complessiva di cui all'art. 1, sarà fatto fronte coi fondi assegnati al capitolo 56 del bilancio del Ministero dell'economia nazionale per l'esercizio finanziario 1927-28 ed ai corrispondenti capitoli degli esercizi successivi.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 5 agosto 1927 - Anno V

VITTORIO EMANUELE.

BELLUZZO — VOLPI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 26 settembre 1927 - Anno V
Atti del Governo, registro 264, foglio 159. — SIROVICH.

Numero di pubblicazione 2253.

REGIO DECRETO 5 agosto 1927, n. 1751.

Modificazione dell'importo dei contributi del Ministero e degli enti locali per il mantenimento della Regia scuola industriale di Cesena.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 25 settembre 1924, n. 1974, concernente il riordinamento della Regia scuola industriale di Cesena;

Visto il decreto Ministeriale 15 luglio 1925, registrato alla Corte dei conti il 23 luglio 1925, relativo ai contributi corrisposti dallo Stato e dagli enti alla suddetta Scuola industriale;

Vista la deliberazione del comune di Cesena del 31 luglio 1926;

Sentita la Sezione III del Consiglio superiore per l'insegnamento agrario, industriale e commerciale;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'economia nazionale, di concerto con quello per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

I contributi di cui all'art. 3 del R. decreto 25 settembre 1924, n. 1974, a favore della Regia scuola industriale di Cesena sono modificati come appresso:

il Ministero dell'economia nazionale . .	L.	188,895
il comune di Cesena	»	70,499
la provincia di Forlì	»	27,813
la Camera di commercio di Forlì . . .	»	2,526
la Congregazione di carità di Cesena . .	»	7,585

Art. 2.

All'aumento del contributo statale a favore della suddetta Scuola, quale risulta compreso nella somma complessiva di cui all'art. 1, sarà fatto fronte coi fondi assegnati al capitolo 56 del bilancio del Ministero dell'economia nazionale per l'esercizio finanziario 1927-28 ed ai corrispondenti capitoli degli esercizi successivi.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 5 agosto 1927 - Anno V

VITTORIO EMANUELE.

BELLUZZO — VOLPI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 26 settembre 1927 - Anno V
Atti del Governo, registro 264, foglio 192. — SIROVICH.

Numero di pubblicazione 2254.

REGIO DECRETO 5 agosto 1927, n. 1752.

Determinazione dell'importo dei contributi del Ministero e degli enti locali per il mantenimento del Regio laboratorio scuola per meccanici e tessili di Ottajano.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 18 febbraio 1926, n. 311, concernente il riordinamento del Regio laboratorio scuola per meccanici e tessili di Ottajano;

Vista la deliberazione del comune di Ottajano del 26 agosto 1926;

Vista la pianta organica della suddetta Scuola, approvata con decreto Ministeriale 30 novembre 1926, registrato alla Corte dei conti addì 24 gennaio 1927;

Sentita la Sezione III del Consiglio superiore per l'insegnamento agrario, industriale e commerciale;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'economia nazionale, di concerto con quello per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

I contributi di cui all'art. 3 del R. decreto 18 febbraio 1926, n. 311, a favore del Regio laboratorio scuola per meccanici e tessili di Ottajano sono stabiliti come appresso:

il Ministero dell'economia nazionale .	L.	85,500
il comune di Ottajano	»	18,000
la provincia di Napoli	»	10,914
la Camera di commercio di Napoli . .	»	9,356
la Congregazione di carità di Ottajano .	»	2,000

Art. 2.

All'aumento del contributo statale a favore della suddetta Scuola, quale risulta compreso nella somma complessiva di cui all'art. 1, sarà fatto fronte coi fondi assegnati al capitolo 56 del bilancio del Ministero dell'economia nazionale per l'esercizio finanziario 1927-28 ed ai corrispondenti capitoli degli esercizi successivi.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 5 agosto 1927 - Anno V

VITTORIO EMANUELE.

BELLUZZO — VOLPI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 26 settembre 1927 - Anno V
Atti del Governo, registro 264, foglio 193. — SIROVICH.

Numero di pubblicazione 2255.

REGIO DECRETO 5 agosto 1927, n. 1753.

Modificazione dell'importo dei contributi del Ministero e degli enti locali per il mantenimento della Regia scuola di avviamento al lavoro « G. Plana », in Torino.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 16 novembre 1924, n. 2375, concernente il riordinamento della Regia scuola di avviamento al lavoro « G. Plana » di Torino;

Visto il decreto Ministeriale 19 aprile 1926, registrato alla Corte dei conti il 28 aprile 1926, relativo ai contributi corrisposti dallo Stato e dagli enti alla suddetta Scuola industriale;

Sentita la Sezione III del Consiglio superiore per l'insegnamento agrario, industriale e commerciale;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'economia nazionale, di concerto con quello per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

I contributi di cui all'art. 3 del R. decreto 16 novembre 1924, n. 2375, a favore della Regia scuola di avviamento al

lavoro « G. Plana » di Torino, sono modificati come appresso:

il Ministero dell'economia nazionale . L. 140,000
il comune di Torino . . . . » 70,000

Art. 2.

All'aumento del contributo statale a favore della suddetta Scuola, quale risulta compreso nella somma complessiva di cui all'art. 1, sarà fatto fronte coi fondi assegnati al capitolo 56 del bilancio del Ministero dell'economia nazionale per l'esercizio finanziario 1927-28 ed ai corrispondenti capitoli degli esercizi successivi.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 5 agosto 1927 - Anno V.

VITTORIO EMANUELE.

BELLUZZO — VOLPI.

Visto, *il Guardasigilli:* ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 26 settembre 1927 - Anno V
Atti del Governo, registro 264, foglio 194. — SIROVICH.

Numero di pubblicazione 2256.

REGIO DECRETO-LEGGE 23 ottobre 1927, n. 1966.

Abolizione o riduzione delle indennità di caro-viveri del personale statale in effettivo servizio od in quiescenza.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto l'art. 194 del R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395, che dà facoltà al Governo, quando ne riconosca la possibilità, di disporre la riduzione degli assegni attribuiti al personale, a cominciare da quelli corrisposti a titolo di caro-viveri, e stabilisce che la riduzione debba avere applicazione generale e contemporanea per tutte le categorie di personale civile e militare;

Visto l'art. 19 del R. decreto 7 aprile 1925, n. 405, di approvazione del regolamento ferroviario, che reca disposizione analoga a quella suindicata nei riguardi del personale medesimo;

Visti i vari provvedimenti adottati a favore del personale delle Amministrazioni dello Stato, dei maestri elementari e dei pensionati;

Visto il R. decreto 7 maggio 1927, n. 694, concernente riduzione del trattamento economico di personali vari;

Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Ritenuta la necessità e l'urgenza di ridurre, in relazione alle condizioni economiche generali, gli assegni attualmente in vigore per il personale in servizio e in quiescenza;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro, e del Ministro Segretario di Stato per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Le indennità temporanee mensili, i soprassoldi e gli altri assegni a titolo di caro-viveri, corrisposti al personale di qualsiasi categoria dipendente dalle Amministrazioni dello Stato, compreso quello delle Ferrovie e delle altre aziende aventi ordinamento autonomo, del cessato Commissariato dell'emigrazione, degli Economati generali dei benefici vacanti, degli Archivi notarili distrettuali e sussidiari del Regno, sono aboliti:

a) per il personale dei gradi dal quinto al settimo dell'ordinamento gerarchico delle Amministrazioni dello Stato, o con trattamento parificabile;

b) per i personali dei gradi inferiori, i subalterni e gli altri personali civili considerati dal predetto ordinamento, i marescialli, ed equiparati, del Regio esercito, della Regia marina, della Regia aeronautica, della Regia guardia di finanza, delle Capitanerie di porto, e degli altri corpi organizzati militarmente, gli operai permanenti e gli incaricati stabili, che non siano coniugati o siano vedovi senza prole, convivente ed a carico, di età inferiore a diciotto anni.

La parificazione del trattamento, ai fini del presente articolo, è determinata in base all'importo complessivo degli stipendi e supplementi di servizio attivo, ferme le parificazioni di gradi già stabilite.

Agli effetti dell'applicazione della lettera *b*) non si tiene conto del coniuge legalmente separato o dichiarato assente con sentenza passata in giudicato.

Art. 2.

Le indennità, i soprassoldi e gli assegni di cui al precedente articolo sono ridotti di lire trenta mensili per i sottufficiali di grado inferiore a quello di maresciallo, od equiparato, per i militi delle armi e corpi indicati alla lettera *b*) dell'articolo stesso, e per i personali non di ruolo comunque assunti e denominati, che si trovino nelle condizioni di famiglia di cui alla lettera medesima.

La stessa riduzione si applica ai salariati, in dette condizioni di famiglia, che siano provvisti di assegni a titolo di caro-viveri regolati in relazione alle remunerazioni locali della mano d'opera.

Per il personale provvisto di paghe, retribuzioni o analoghi assegni fissati in misura giornaliera, la riduzione è applicata in ragione di lire una al giorno.

Art. 3.

Gli assegni di carattere normale e continuativo corrisposti al personale non provvisto di indennità, soprassoldi ed assegni speciali a titolo di caro-viveri, considerato all'art. 2 del R. decreto 7 maggio 1927, n. 694, che si trovi nelle condizioni di famiglia indicate alla lettera *b*) del precedente art. 1, sono ridotti di lire trenta mensili.

Per il personale che percepisce assegni giornalieri la riduzione è applicata in ragione di lire una al giorno.

Le riduzioni si effettuano, in primo luogo, sugli assegni non computabili ai fini di pensione o di altro trattamento di quiescenza od assicurativo, e non possono, in ogni caso, eccedere il decimo delle competenze complessive.

Le disposizioni del presente e dei precedenti articoli sono applicabili anche ai maestri elementari inscritti nei ruoli delle Amministrazioni scolastiche regionali ed al personale delle istituzioni mantenute con concorsi dello Stato.

L'assegno personale eventualmente spettante, in base agli articoli 1, 4 e 5 del R. decreto 26 luglio 1925, n. 1256, e 2 del R. decreto 10 gennaio 1926, n. 46, al personale di ruolo proveniente dagli straordinari, avventizi, giornalieri od altri personali analoghi, è stabilito tenendo conto del trattamento economico che risulterebbe, per la precedente posizione d'impiego non di ruolo, in dipendenza dell'applicazione del pre-

sente e dei precedenti articoli di questo decreto e degli articoli 1 e 2 del suindicato R. decreto 7 maggio 1927, n. 694.

Art. 4.

Gli assegni di caro-viveri stabiliti con la legge 26 dicembre 1920, n. 1827, e col R. decreto 29 dicembre 1921, n. 1964, sono ridotti:

a) di L. 50 mensili per i titolari di pensioni od assegni diretti;

b) di L. 30 mensili per i titolari di pensioni od assegni di riversibilità.

Ai limiti di L. 9560 e L. 8960, previsti, per la corresponsione degli indicati assegni, dall'art. 15 del R. decreto 21 novembre 1923, n. 2477, sono sostituiti rispettivamente quelli di L. 8960 e di L. 8600.

Gli assegni di caro-viveri concessi ai pensionati del cessato regime col R. decreto 14 maggio 1922, n. 743, sono ridotti della metà.

Le disposizioni del presente articolo valgono anche ai fini dell'attuazione del R. decreto 13 agosto 1926, n. 1431, concernente la revisione del trattamento dei pensionati, e la conseguente variazione del trattamento stesso si applica, con effetto dall'entrata in vigore del presente decreto, sugli assegni di caro-viveri, o, nei casi di cui all'art. 12 del medesimo decreto, sull'aumento ivi previsto.

Art. 5.

I reclami di qualunque natura ai quali può dar luogo l'applicazione degli articoli precedenti sono decisi dal Ministro per le finanze nei modi e agli effetti di che all'art. 5 del Regio decreto 7 maggio 1927, n. 694.

Art. 6.

Con separato provvedimento saranno adottate disposizioni per la estensione delle norme contenute nei precedenti articoli 1, 2, 3 e 4 al personale degli Enti autarchici in servizio od in quiescenza.

Art. 7.

Con decreto Reale, su proposta del Ministro per le finanze, saranno emanate le norme integrative ed interpretative eventualmente occorrenti per l'attuazione del presente decreto, che è applicabile anche al personale in Colonia.

Con decreto del Ministro per le finanze saranno introdotte in bilancio le variazioni conseguenti dal presente decreto.

Questo decreto ha vigore dal 1° novembre 1927, sarà presentato al Parlamento per la conversione in legge, ed il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a San Rossore, addì 23 ottobre 1927 - Anno V

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — VOLPI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 31 *ottobre* 1927 - *Anno VI.*
Atti del Governo, registro 265, *foglio* 196. — SIROVICH.

Numero di pubblicazione 2257.

REGIO DECRETO-LEGGE 23 ottobre 1927, n. 1968.

Maggiore assegnazione nello stato di previsione della spesa del Ministero della pubblica istruzione per l'esercizio finanziario 1926-27, per l'assetto edilizio della Regia università di Roma.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Vista la legge 3 giugno 1926, n. 924;

Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Ritenuta la necessità urgente ed assoluta di inscrivere in bilancio i fondi occorrenti per provvedere ai lavori di assetto edilizio della Regia università di Roma;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Nello stato di previsione della spesa del Ministero della pubblica istruzione, per l'esercizio finanziario 1926-27, è istituito il capitolo n. 157-*bis* « Spese per la esecuzione dei lavori di assetto edilizio della Regia università di Roma » con lo stanziamento di L. 16,000,000.

Questo decreto, che ha vigore dal 30 giugno 1927, sarà presentato al Parlamento per la conversione in legge ed il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a San Rossore, addì 23 ottobre 1927 - Anno V

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — VOLPI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 31 *ottobre* 1927 - *Anno VI.*
Atti del Governo, registro 265, *foglio* 198. — SIROVICH.

Numero di pubblicazione 2258.

REGIO DECRETO-LEGGE 23 ottobre 1927, n. 1967.

Autorizzazione al Tesoro ad effettuare anticipazioni, fino al limite di L. 48,000,000, all'Istituto delle case popolari in Roma per lo svolgimento del suo programma edilizio, e conseguenti variazioni nel bilancio dell'entrata e della spesa per l'esercizio finanziario 1926-27.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Vista la legge 25 giugno 1926, n. 1065;

Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Riconosciuta la necessità, urgente ed assoluta, di consentire una anticipazione di fondi a favore dell'Istituto per le

case popolari in Roma per mettere l'Istituto stesso in grado di proseguire lo svolgimento del suo programma edilizio;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le finanze;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il Tesoro dello Stato è autorizzato ad effettuare anticipazioni, fino al limite di L. 48,000,000, a favore dell'Istituto per le case popolari in Roma per lo svolgimento del programma edilizio dell'Istituto stesso.

Le anticipazioni medesime dovranno essere rimborsate al Tesoro nei modi e nelle forme che saranno determinate con apposita convenzione fra il Nostro Ministro proponente e il legale rappresentante dell'Istituto predetto.

Art. 2.

In dipendenza dell'autorizzazione di cui al precedente art. 1, sono istituiti, nella categoria II « Movimento di capitali » dello stato di previsione dell'entrata e di quello della spesa del Ministero delle finanze per l'esercizio 1926-1927, i seguenti capitoli con lo stanziamento di lire 48 milioni ciascuno:

Entrata. — Capitolo n. 331-*bis* - « Rimborso al Tesoro dello Stato delle anticipazioni fatte all'Istituto per le case popolari in Roma per lo svolgimento del suo programma edilizio ».

Spesa. — Ministero delle finanze - Capitolo n. 586-*bis* - « Somma da versare in Tesoreria a reintegrazione dei prelevamenti effettuati per provvedere ad anticipazioni, fino al limite di L. 48,000,000, a favore dell'Istituto per le case popolari in Roma per lo svolgimento del suo programma edilizio ».

Questo decreto avrà vigore dal 30 giugno 1927 e sarà presentato al Parlamento per la conversione in legge. Il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a San Rossore, addì 23 ottobre 1927 - Anno V

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — VOLPI.

Visto, *il Guardasigilli:* ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 31 ottobre 1927 - Anno VI.
Atti del Governo, registro 265, foglio 197. — SIROVICH.

PRESENTAZIONE DI DECRETI-LEGGE AL PARLAMENTO

MINISTERO DELLA MARINA

Comunicazione.

Agli effetti degli articoli 3 e 4 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, modificata con l'art. 1 della legge 16 giugno 1927, n. 985, si notifica che S. E. il Capo del Governo, Ministro per la marina, ha presentato all'Ecc.ma Presidenza del Senato del Regno il 26 ottobre 1927-V, il disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 16 febbraio 1922, n. 380, riguardante le funzioni esercitate dal Commissario del Governo presso la Commissione delle prede.

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Scambio di ratifiche dell'Accordo italo-germanico del 1° settembre 1927.

Il giorno 28 ottobre 1927, ha avuto luogo in Roma lo scambio delle ratifiche dell'Accordo relativo a questioni attinenti agli articoli 296 e 297 del Trattato di Versaglia, stipulato in Roma fra il Regno d'Italia ed il « Reich » germanico il 1° settembre 1927, ed al quale sono allegati i seguenti sei atti:

1° Accordo fra gli Uffici di verifica e compensazione italiano e germanico per la definizione di pendenze e l'acceleramento delle operazioni;

2° Accordo per la regolarizzazione del saldo dovuto dall'Amministrazione postale germanica all'Amministrazione postale italiana in dipendenza dei conti vaglia scambiati anteguerra (con due sub-allegati);

3° Accordo circa le rendite dovute a beneficiari italiani da Istituti di assicurazione sociale germanici, maturate e non pagate durante la guerra;

4° Accordo per la sistemazione dei crediti dipendenti dai contratti di assicurazione sulla vita rescissi ai sensi dell'allegato alla sezione V, parte X, del Trattato di Versaglia;

5° Accordo per la sistemazione dei crediti e debiti dipendenti da Trattati generali di assicurazione fra istituti ed imprese di assicurazione italiane e germaniche;

6° Accordo sui beni, diritti ed interessi germanici in Italia (con due sub-allegati).

L'Accordo anzidetto è stato messo in esecuzione nel Regno col decreto-legge 19 ottobre 1927, n. 1930 (n. 2225 di pubblicazione) pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 249 del 27 ottobre 1927.

MINISTERO DELLE COMUNICAZIONI

Apertura di agenzie telegrafiche.

Il giorno 22 ottobre 1927 in Roma, nell'Albergo Palazzo e nell'Albergo Flora, sono state attivate due agenzie telegrafiche.

Apertura di ricevitorie telegrafiche.

Il giorno 23 ottobre 1927 è stato attivato il servizio telegrafico pubblico nelle ricevitorie postali di Solbiate Olona, provincia di Varese, e di Castelletto Molina, provincia di Alessandria, con orario limitato di giorno.

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO DIV. I - PORTAFOGLIO

Media dei cambi e delle rendite

del 29 ottobre 1927 - Anno VI

Francia	71.86	Belgrado	32.35
Svizzera	352.98	Budapest (Pengo)	3.20
Londra	89.135	Albania (Franco oro)	355 —
Olanda	7.38	Norvegia	4.83
Spagna	313.50	Russia (Cervonetz)	95.75
Belgio	2.55	Svezia	4.93
Berlino (Marco oro)	4.375	Polonia (Sloty)	206 —
Vienna (Schil[illegible]ge)	2.583	Danimarca	4.90
Praga	54.30	Rendita 3,50 %	70.775
Romania	11.10	Rendita 3,50 % (1902)	64.75
Peso argentino Oro	17.80	Rendita 3 % lordo	40 —
Peso argentino Carta	7.83	Consolidato 5 %	82.925
New York	18.294	Littorio 5 %	—
Dollaro Canadese	18.30	Obbligazioni Venezie 3,50 %	71.625
Oro	352.99		

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Rettifiche d'intestazione. **3ª Pubblicazione** (Elenco n. 12).

Si dichiara che le rendite seguenti, per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, vennero intestate e vincolate come alla colonna 4, mentre che dovevano invece intestarsi e vincolarsi come alla colonna 5, essendo quelle ivi risultanti le vere indicazioni dei titolari delle rendite stesse.

Debito 1	Numero di iscrizione 2	Ammontare della rendita annua 3	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE 4	TENORE DELLA RETTIFICA 5
Cons. 5 %	328521	450 —	Billò Antonio fu Antonio, minore sotto la p. p. della madre Turco *Lucia* ved. Billò dom. a Frabosa Sottana (Cuneo); con usufrutto a Turco *Lucia* fu Domenico, ved. Billò.	Intestata come contro, sotto la p. p. della madre Turco *Maria Lucia* o *Lucia* fu Domenico, ved. Billò, dom. come contro, con usufrutto a Turco *Maria Lucia* o *Lucia* fu Domenico, ved. Billò.
3.50 %	476598	115.50	Morici Margherita fu *Francesco Paolo*, nubile, dom. a Partinico (Palermo); con usufrutto a Lodato Francesca fu Salvatore ved. di Morici *Francesco Paolo*.	Morici Margherita fu *Giovan Battista-Francesco-Paolo*, minore sotto la p. p. della madre *Lodato Francesca*, ved. *Morici*, dom. a Partinico, con usufrutto a Lodato Francesca fu Salvatore, ved. di Morici *Giovan Battista-Francesco-Paolo*.
»	248611	350 —	Canale *Linda* fu Sebastiano Netro, moglie di Dall'Orso Enrico fu Sebastiano, dom. a Sampierdarena (Genova).	Canale *Maria-Nicoletta-Linda* fu Sebastiano Netro, moglie, ecc., come contro.
»	245316	189 —	Canale *Linda* fu Sebastiano Netro, moglie di Dall'Orso *Matteo-Enrico* fu Sebastiano dom. in Sampierdarena (Genova), vincolata.	Canale *Maria-Nicoletta-Linda* fu Sebastiano Netro, moglie di Dall'Orso *Enrico-Matteo* fu Sebastiano dom. come contro.
Buono Tesoro quinquennale 11ª emissione	275	Cap. 8,500 —	*Sponza* Evelina fu Federico moglie di Recchi Angelo, vincolata.	*Spongia* Evelina fu Federico, moglie di Recchi Angelo, vincolata.
Buono Tesoro novennale 4ª serie	166	» 1,000 —	Cima Giuseppe fu Camillo, con vincolo d'usufrutto vit. a Ricci *Luigia* fu Giovanni Battista ved. di Carbone Giovanni.	Cima Giuseppe fu Camillo, con vincolo d'usufrutto vit. a Ricci *Maria Luisa*, ecc., come contro.
Id.	163	» 1,000 —	Carbone Gian Battista fu Giovanni, con vincolo d'usufrutto a Ricci *Luisa* fu Giovanni Battista, ved. di Carbone Giovanni.	Intestata come contro, con usufrutto vit. come la precedente.
Id.	162	» 1,000 —	Carbone Giuseppina, ecc. come la precedente.	Intestata come contro, con usufrutto vit. come la precedente.
Id	164	» 1,000 —	Carbone Francesca fu Giovanni, moglie di Celesia Ernesto con usufrutto vit. come la precedente.	Intestata come contro, con usufrutto vit. come la precedente.
Id. 2ª serie	1059	» 1,000 —	Carbone Massimo fu Giovanni, con usufrutto vit. come la precedente.	Intestata come contro, con usufrutto vit. come la precedente.
Id. 1ª serie	165	» 1,000 —	Carbone Gian Paolo fu Giovanni, con usufrutto vit. come la precedente.	Intestata come contro, con usufrutto vit. come la precedente.
Cons. 5 %	397862	250 —	Perino *Francesco* fu *Michele*, dom. a Torino.	Perino *Francesco Giuseppe* fu *Domenico-Michele*, dom. a Torino.
3.50 %	351828	24.50	Ferrero *Domenico*, Guglielmo e Giacomo fu Giovanni, minori sotto la p. p. della madre Denasio Caterina fu Giacomo, ved. Ferrero, dom. a Carmagnola (Torino) con usufrutto a Denasio Caterina fu Giacomo, ved. di Ferrero Giovanni, dom. a Carmagnola (Torino).	Ferrero *Domenica*, Guglielmo e Giacomo fu Giovanni, minori, ecc., come contro.
»	351827	80.50	Intestata come la precedente, libera da usufrutto.	Intestata come la precedente, libera da usufrutto.

DEBITO	NUMERO di iscrizione	AMMONTARE della rendita annua	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE	TENORE DELLA RETTIFICA
1	2	3	4	5
Cons. 5 %	311194	380 —	Palermo *Emmanuela* fu Pietro, minore sotto la p. p. della madre Brunini Marietta fu Clemente, ved. di Palermo Pietro, dom. a Maida (Catanzaro).	Palermo *Francesca-Concetta-Emanuela* fu Pietro, minore, ecc., come contro.
»	311195	205 —		
»	325779	80 —		
»	330783	25 —		
»	332658	110 —		
»	342497	55 —		
»	368325	255 —		
3.50 %	748964	21 —	Armand *Angelica-Filomena* di Giuseppe, nubile, dom. in Aosta (Torino).	Armand *Eufrosina-Filomena-Angelica* di Giuseppe, nubile, dom. in Aosta (Torino).
»	748965	10.50	Intestata come la precedente, vincolata.	Intestata come la precedente, vincolata.
Cons. 5 %	80021	150 —	*Fiorano* Vincenzo fu Rocco, dom. a New-York.	*Floriani* Vincenzo fu Rocco, dom. a New-York.
»	343521	500 —	Maffia Pasquale fu Gaetano, dom. in Orsara di Puglia (Avellino).	Maffia Pasquale fu Gaetano, minore sotto la p. p. della madre *Trombetti Maria Luisa*, ved. di *Maffia Gaetano*, dom. come contro.
»	279769	75 —	Giana *Luigi* di Alessandro, minore sotto la p. p. del padre, dom. a Quarona (Novara).	Giana *Giuseppe-Luigi* di Alessandro, minore, ecc., come contro.
3.50 %	816937	700 —	Daniele Maria Annunziata, Id. Maria Santa, Id. Maria Romilda, Id. Maria Carmela, Id. Giovanni, Id. Pasquale, Id. Flora fu Antonio, minori sotto la p. p. della madre *di Lorenzo Santamaria* ved. Daniele, dom. a Salerno.	Daniele Maria Annunziata, Id. Maria Santa, Id. Maria Romilda, Id. Maria Carmela, Id. Giovanni, Id. Pasquale, Id. Flora fu Antonio minori sotto la p. p. della madre *Santamaria Maria di Lorenzo* ved. Daniele, dom. a Salerno.
»	816938	700 —		
»	816939	700 —		
»	816940	700 —		
»	816941	700 —		
»	816942	700 —		
»	816943	700 —		
Cons. 5 %	288328	50 —	Sottocasa Giacomo fu Giovanni, dom. a Pont Canavese (Torino), con usufrutto a Sottocasa *Giustina* fu Giovanni, nubile dom. a Pont Canavese.	Intestata come contro, con usufrutto a Sottocasa *Catterina-Giustina* fu Giovanni, nubile, dom. come contro.
3.50 %	767437	682.50	Zerli Amalia, Felicina, Rachelina, Achille fu Guido, minori sotto la p. p. della madre Biffi Enrichetta fu Giovanni, ved. di *Zerli* Guido, dom. a Saronno (Milano), con usufrutto vit. a Biffi Enrichetta fu Giovanni, ved. di *Zerli* Guido, dom. a Saronno (Milano).	Zerbi Amalia, Felicina, Rachelina, Achille fu Guido, minori sotto la p. p. della madre Biffi Enrichetta fu Giovanni, ved. di *Zerbi* Guido, dom. a Saronno (Milano), con usufrutto vit. a Biffi Enrichetta fu Giovanni, ved. di *Zerbi* Guido, dom. a Saronno (Milano).
»	767436	854 —	*Zerli* Achille fu Guido, minore sotto la p. p. della madre Biffi Enrichetta fu Giovanni, ved. di *Zerli* Guido, dom. a Saronno (Milano).	*Zerbi* Achille fu Guido, minore sotto la p. p. della madre Biffi Enrichetta fu Giovanni, ved. di *Zerbi* Guido, dom. come contro.

A termini dell'art. 167 del Regolamento sul Debito pubblico, approvato con R. decreto 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, le intestazioni suddette saranno come sopra rettificate.

Roma, 1° ottobre 1927 - Anno V.

Il direttore generale: A. CERESA.

MINISTERO DELL'ECONOMIA NAZIONALE

Direzione generale del lavoro, della previdenza e del credito

(1ª *pubblicazione*).

Domanda di svincolo di cauzione da parte della Società di assicurazioni marittime « Sacar », di Napoli.

La Società anonima italiana di assicurazioni marittime « Sacar » in liquidazione, con sede in Napoli, ha chiesto lo svincolo della cauzione costituita a garanzia degli assicurati compresi nel portafoglio italiano, asserendo di non aver rapporti pendenti con assicurati diretti ad eccezione dell'indennizzo per il sinistro veliero *Mario* assicurato per L. 50,000 da liquidare in L. 39,375 come da perizia ordinata dalla Corte di appello di Lucca, per il quale sinistro sarà accantonata relativa quota della cauzione.

Si invita chiunque possa aver interesse ad opporsi a tale svincolo a far pervenire il relativo ricorso alla Direzione generale del Lavoro della Previdenza e del Credito - Divisione Assicurazioni private - (Ministero dell'economia nazionale) non oltre il termine di giorni quindici dalla data di pubblicazione del presente comunicato.

Roma, 8 ottobre 1927 - Anno V.

p. *Il Ministro*: GIORDANI.

ROSSI ENRICO, *gerente*.

Roma - Stabilimento Poligrafico dello Stato.